

LE PIAF

gratuit !



N°9 - NOVEMBRE 2006

www.le-piaf.org

Pour une Information Alternative, Forcément !

[INTERNATIONAL]

P2 - ~~DOSSIER~~ relations
israélo-palestiniennes

P3 - ~~DOSSIER~~ Slapping

P4 - Haïti : 8 000 morts depuis
la chute d'Aristide

[ÉCONOMIE]

P5 - OCDE : officine ultralibérale
à vendre

[EUROPE OÙ VAS-TU ?]

P6 - ~~DOSSIER~~ lobbies

[SERVICES PUBLICS]

P8 - Présidentielle :
et si on parlait de santé ?

[POLITIQUE & SOCIÉTÉ]

P9 - Tout un tabac sur le tabac

[ENVIRONNEMENT]

P10 - OGM : la stratégie
du cheval de Troie

[À TRAVERS LES MÉDIAS]

P11 - La sociologie
« format radio »

P12 - PATRIMOINE CULTÉ]
+ AGENDA]

En grève pour leurs collègues sans-papiers



Depuis des années, la société Modeluxe (blanchisserie - teinturerie industrielle, filiale du groupe Sunlight, située à Chilly-Mazarin dans l'Essonne) employait parmi ses 150 salariés et en toute connaissance de cause, 22 personnes sans titre de séjour. La CGT mène un combat constant, depuis 2004, pour obtenir leur régularisation. Le 29 septembre, les ouvriers se sont mis en grève et ont occupé l'usine pour obtenir la régularisation de leurs camarades, par solidarité, mais aussi parce que « *tout le monde sait que la présence de sans-papiers dans une entreprise est un moyen de chantage perma-*

nent sur les salaires et les conditions de travail » souligne l'un des responsables du syndicat. Suite à une rencontre mi-octobre entre les représentants syndicaux et un collaborateur du préfet de l'Essonne, quatre de ces vingt-deux sans-papiers ont été déclarés régularisables. Finalement, le 30 octobre, le préfet s'est engagé, selon la CGT, à régulariser les dix-huit autres. Reste à voir maintenant si Modeluxe reviendra sur les procédures de licenciement qu'elle avait engagées contre eux.

JMJ

Pour plus de renseignements et pour connaître les développements de ce mouvement :
ulcgtmassy@wanadoo.fr

LECTEURS DU PIAF,

ENVOYEZ-NOUS

VOS REMARQUES,

AVIS, SCOOPS, COUPS DE BEC !

contact@le-piaf.org





Au nom de la sécurité...

Pour Israël et ses alliés, tous les moyens sont bons pour déstabiliser l'Autorité palestinienne et assurer la sécurité de l'État israélien. Certains des moyens employés sont particulièrement pernecieux car peu médiatisés et relativement inoffensifs en apparence. Le gel des fonds destinés à l'Autorité palestinienne et la multiplication des contrôles à l'entrée des territoires occupés ont des conséquences très importantes sur la vie quotidienne des palestiniens et augmentent la tension latente entre les deux peuples.

Le contrôle de l'argent

Au terme des accords d'Oslo, il était convenu que l'Autorité palestinienne disposerait pour financer son budget du produit d'une taxe sur les marchandises entrant et sortant des territoires occupés. Cette taxe est prélevée par l'administration israélienne, à charge pour elle de la reverser à l'Autorité. A plusieurs reprises, Israël a refusé de verser ces fonds pour manifester son désaccord avec la politique menée par l'Autorité. C'est le cas depuis juin dernier, c'est-à-dire depuis que le Hamas est au pouvoir.

A la place de ce revenu, une aide extérieure, le TIM (mécanisme temporaire international) mis en place par l'Union européenne, permet de donner de l'argent aux palestiniens les plus pauvres sans passer par l'ad-

ministration palestinienne. Ce système permet aux « promoteurs de la paix » européens et américains de se donner bonne conscience et l'illusion que la situation reste normale. Or depuis que le TIM a pris le relais de l'ancien système, ce sont près de 70 000 fonctionnaires qui n'ont pas été payés, dont des policiers qui réclament leur dû, les armes à la main.

Le contrôle des frontières

L'armée israélienne, au nom de la sécurité, contrôle systématiquement toutes les personnes et toutes les marchandises entrant ou sortant des territoires. Les attentes aux check-points peuvent durer des heures voire des jours entiers. C'est notamment le cas quand il s'agit de produits alimentaires périssables. Les raisons de ces attentes sont le plus souvent mystérieuses. Interrogés, certains officiers israéliens admettent eux-mêmes qu'elles ne sont pas toujours justifiées et qu'ils reçoivent parfois l'ordre de bloquer un point de passage sans raison. Il semblerait que les autorités israéliennes utilisent ce moyen pour avantager les produits israéliens qui ont nettement moins de difficulté à passer la frontière et pour démoraliser les palestiniens. Depuis l'arrivée du Hamas, le volume de marchandises échangé quotidiennement a été divisé par dix. **Alex D.**

Israël-Palestine : une guerre peut en cacher une autre

La guerre lancée contre le Liban l'été dernier, a été catastrophique à tous points de vue, notamment pour les territoires palestiniens, largement oubliés pendant le conflit. Le nombre des victimes palestiniennes durant les mois de juillet et août 2006 se chiffre à 224, dont 62 enfants et 25 femmes. En Cisjordanie, les colons israéliens ont profité du fait que l'attention des médias était concentrée sur le Liban pour étendre et consolider 31 colonies sauvages. En

contradiction avec ses promesses de retrait, le gouvernement israélien apporte un soutien actif à la colonisation : il a ainsi émis pas moins de 952 appels d'offres pour la construction de logements durant les neuf premiers mois de l'année, contre 235 durant la même période en 2005. À Gaza, le désengagement tant médiatisé l'an dernier semble compromis. Depuis cet été, les Forces de défense d'Israël (FDI) ont relancé les hostilités (pilonnages, bombardements, etc.). Fin octo-

bre, les responsables politiques israéliens envisageaient de renouveler l'opération « Rempart », qui avait permis en 2002 la réoccupation de plusieurs villes de Cisjordanie et fait plus de 200 morts palestiniens. Seule consolation, depuis la guerre, les israéliens sont de plus en plus critiques envers leur gouvernement.

Robert Moineau

1 - Cf. Gideon Levy, « Gaza's Darkness », *Haaretz*, 3 sept. 2006

2 - Voir : www.lapaixmaintenant.org.
communiqué1382



Le Slapping : une nouvelle pratique pour faire taire les citoyens

Le terme « Slapping » provient de l'acronyme anglais Strategic Lawsuit Against Public Participation, ou poursuite stratégique contre la mobilisation publique. Le principe : les entreprises mises en cause par une mobilisation publique envoient systématiquement leurs détracteurs en justice. Leur objectif : intimider en menaçant de procédures juridiques coûteuses. Ils espèrent ainsi que les associations ou citoyens renoncent à leurs actions.

Cette stratégie est apparue il y a une quinzaine d'années aux États-Unis, et s'est développée avec les mobilisations contre les agissements de certaines entreprises. Le slapping est une action légale, mais totalement antidémocratique, qui devrait être encadrée par la loi. Aux États-Unis, 24 États l'ont déjà interdit, dont l'État de New York, la Floride et la Californie. **BoF.**



Pratiqué depuis longtemps en Amérique du Nord...

Aux États-Unis et au Canada les entreprises intentent de manière systématique des procès en diffamation sans réellement penser à les gagner. L'objectif est clairement d'handicaper leurs détracteurs et, au mieux, de les ruiner. Leurs attaques visent, par exemple, les associations dénonçant des violations de la législation sur la santé et la sécurité des employés ; celles s'opposant au développement commercial et industriel ; ou encore les associations se mobilisant contre la déforestation.

Au Québec, récemment « atteint » par le Slapping, l'AQLPA (Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique) risque de devoir payer 5 millions de dollars dans un procès « Slapping » intenté par la firme AIM (Compagnie américaine des fers et métaux). Le paiement d'une telle somme aurait pour conséquence directe la cessation d'activité de ce groupe de pression de plus de 24 ans d'expérience, mais surtout l'éradication pure et simple d'un pôle de contestation nuisible pour l'image de l'AIM. ■

Plus d'infos sur : www.aqlpa.com

... le slapping débarque en France

La firme Monsanto¹ tente d'asphyxier financièrement la Confédération paysanne. En 2003, elle a obtenu de la justice que le syndicat lui verse 185 000 euros pour la destruction d'OGM en 1998 à Monbéliard (82). En application de ce jugement, elle a saisi par deux fois, en 2005 et 2006, les sommes disponibles sur les comptes bancaires du syndicat.

La deuxième saisie (18 000 €) a été annulée pour vice de procédure.

Autre exemple : Gilles Lemaire, ancien secrétaire national des Verts, est menacé de la saisie de ses biens pour avoir participé à la destruction d'un champ d'OGM dans le Puy-de-Dôme avec 400 faucheurs volontaires. Il doit, avec cinq autres prévenus, la somme de 196 805 € de dommages et intérêts à la société Biogemma. Cela peut décourager de coucher quelques pieds de maïs. ■

1 - La firme Monsanto Company est le premier producteur mondial de glyphosate (herbicide), qu'elle vend sous la marque Roundup. Elle est le leader mondial des semences génétiquement modifiées (90 %) et le premier vendeur mondial de semences conventionnelles.

Pour plus d'infos, vous pouvez consulter : <http://agirici.free.fr/>



Haïti : 8 000 morts depuis la chute d'Aristide

Selon une étude publiée dans le prestigieux journal médical anglais *The Lancet*, environ 8000 personnes ont été assassinées dans la capitale Port-au-Prince et ses environs durant les 22 mois qui ont suivi le renversement, le 29 février 2004, du président démocratiquement élu Jean-Bertrand Aristide.

Ce rapport indique également qu'il y aurait eu 35 000 cas de viols ou d'agressions sexuelles dans la capitale haïtienne depuis que Gérard Latortue a renversé Aristide.

Selon les deux sociologues américaines auteures de l'étude, près de la moitié de ces crimes auraient été commis par des membres des forces gouvernementales, de la police, des milices anti-Aristide, voire par des casques bleus.

« Nos résultats indiquent que le crime et les violations systématiques des droits de l'homme étaient courants à Port-au-Prince. Ils appellent une réponse globale et concertée de la part du gouvernement nouvellement élu, de l'ONU et des organisations sociales pour panser l'impact juridique, médical, psychologique et économique de ces abus », concluent les auteures.

Depuis la publication de cette étude, l'une des auteures, Athena Kolbe, a reçu des dizaines de menaces de mort sur son portable.

Aldo Bernard

Le rôle de la France dans le coup d'État de 2004

En Février 2004, Aristide, soutenu par un ensemble d'États des Caraïbes, a réclamé une intervention du conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher la prise du pouvoir par d'anciens militaires et d'anciens responsables d'escadrons de la mort. La France a refusé, préférant, en accord avec les États-Unis et le Canada, soutenir un coup d'état organisé par la droite. Durant ses trois mandats présidentiels, Aristide avait largement investi dans des programmes sociaux destinés aux pauvres qui forment la majorité des Haïtiens. Il a refusé de privatiser les industries comme le recommandait le FMI, tout en augmentant le salaire minimum des ouvriers du textile.

En 2003, il a demandé à la France de payer 21 milliards de dollars, soit l'équivalent des 90 millions de francs-or que Haïti a dû verser au moment de son indépendance, en 1804, pour compenser le manque à gagner des planteurs propriétaires d'esclaves.

En guise de réponse, le gouvernement américain, l'Union européenne et les banques internationales ont bloqué les 500 millions de dollars d'aide destinés au gouvernement haïtien, plongeant le pays, l'un des plus pauvres du monde, dans la crise.

Rendant Aristide responsable de la crise politique, la France ne lui a laissé que deux options : partir ou mourir. C'est un citoyen américain, Gérard Latortue, qui l'a remplacé jusqu'en février dernier. **A.B.**

Après la bulle immobilière, les saisies

Entre 2000 et 2005, aux USA comme partout ailleurs dans le monde, les prix de l'immobilier et la quantité de transactions ont considérablement augmenté.

Les salariés ont aussi vu l'ensemble de leurs dépenses quotidiennes (santé, chauffage, transport, etc.) augmenter alors que les salaires stagnent et que les nouveaux emplois créés sont en moyenne moins bien payés. Cela entraîne notamment la multiplication des saisies de biens immobiliers dues aux défauts de paiement. Ainsi, au cours du premier semestre 2006, elles ont augmenté de 72 % par rapport à la

même période de 2005. En août 2006, il y en avait 24 % de plus qu'en juillet. Selon Foreclosure.com, 1,27 millions de propriétés américaines sont actuellement en cours de saisie ou de ventes aux enchères, et ce chiffre augmente chaque jour de 5000 nouvelles saisies.

Aux États-Unis, la bulle immobilière a été accompagnée d'une vague de prêts bancaires d'un nouveau type : pour être plus attractifs, ils proposent à l'emprunteur de ne payer, pendant les premières années, que les intérêts. Mais lorsque les mensualités augmentent brutalement à la fin de la période initiale, les emprunteurs ne peuvent

plus les payer. Entre 1995 et 2005, la proportion de tels prêts est passée de 5 à 80 % du total et aujourd'hui, les périodes initiales de ces prêts commencent à arriver à leur terme.

Au-delà des conséquences sociales de ces saisies - les statistiques ne parlent pas des personnes qui retournent loger dans leur famille ou qui se retrouvent à la rue - se profile le risque d'une spirale de faillites qui entraînerait une baisse générale de la consommation et une récession dont l'impact pourrait être mondial.

Oliver Carmine



OCDE : officine ultralibérale à vendre

Les altermondialistes ont mis en lumière les pratiques des institutions internationales, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale. Mais il y en a une dont on parle peu, c'est l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).



C'était pas la peine de tant travailler pour Villepin !...

L'OCDE est un peu aux pays riches ce que le FMI est aux pays pauvres. Comme le FMI, elle préconise aux États leur politique économique et « anti » sociale. Que ce soit en France, en Corée du Sud ou en Australie, ses avis sont toujours les mêmes : réduire les dépenses publiques, privatiser, flexibiliser le travail, supprimer les protections sociales. En bref, mener une politique ultralibérale débridée.

« On peut penser, déclare l'OCDE, qu'un creusement de l'écart des salaires stimulerait la croissance de l'emploi. » Vive les inégalités ! Pour les experts du château de la Muette (siège de l'organisation, à Paris), la « modération très sensible des salaires réels », la « multiplication des emplois temporaires », le « sentiment de moins grande sécurité de l'emploi », la « flexibilité du travail », l'absence « d'obligations légales en matière de protection de l'em-

ploi », « l'allongement du délai entre le moment où le salarié quitte ou perd son emploi et le moment où l'allocation est versée », sont autant de points... positifs pour l'économie d'une nation¹!

De quel cerveau sont sortis le CPE et le CNE ? Voici une des recommandations de l'OCDE pour « améliorer la performance du marché du travail en France » : « Unifier la législation pour la protection de l'emploi en instaurant un contrat permanent unique soumis à une

protection de l'emploi moins stricte [...]. Comme mesures transitoires vers le contrat unique, le coût des licenciements dits "économiques" dans le cadre des contrats permanents existants pourrait être réduit et des contrats permanents plus flexibles pourraient être introduits(...)»³

Contrairement au FMI, l'OCDE n'a aucun moyen de pression financier. Sorte de lobby intergouvernemental, elle n'émet que des recommandations et distribue bons et mauvais points. Son influence est toutefois grande, puisque ce sont souvent nos (ex-)dirigeants eux-mêmes qui y siègent. Et les médias lui confèrent une réelle légitimité en relayant ses conclusions sans les remettre en cause⁴.

Que faire alors ? Si l'on ne peut supprimer l'OCDE, proposons-lui de s'appliquer ses propres principes. Privatisons-la ! Il y a là de

quoi faire : avec un budget annuel de fonds publics de 200 millions de dollars, l'OCDE entretient des fonctionnaires très bien payés, qui commencent en bas de l'échelle à 5 800 € mensuels. Mettons en vente l'OCDE : cela soulagerait le contribuable et le citoyen !

Johann COLIN

1 - « L'étude de l'OCDE sur l'emploi », OCDE, Paris, juin 1994.

2 - Études économiques de l'OCDE en 1996 sur la Corée, le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande. Cité dans *Le Grand Bond en Arrière*, Serge Halimi, Fayard, 2004, p. 332.

3 - « Améliorer la performance du marché du travail en France », OCDE, 2006, p. 8.

4 - Cf. par ex., « Éducation : la France élève moyen pour l'OCDE », *Le Figaro* du 13/09/2006 ; « L'OCDE appelle la France à réformer en profondeur son système fiscal ainsi que le droit du travail », *Le Monde* du 17/06/2005.

Association loi 1901 « Le Piaf »

3 rue d'Orchamp
75018 Paris - France
contact@le-piaf.org
www.le-piaf.org

Comité de rédaction : **Adrien T., Alex D., Aldo Bernard, Bo.F., Cluc, Damien S., Gaël Mahé, JMJ, Katerina Bauhaus, Lola Michel, M. Solal, Oliver Carmine, Patrick, PB, Pierre Fouilhoux, Richard B., Robert Moiseau.**

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons. Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation). <http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>



LOBBIES ! L'Europe au service des industriels

Bien des citoyens ont l'impression que le fonctionnement des institutions européennes n'est pas démocratique. Ce sentiment n'est pas totalement infondé, car le processus décisionnel européen est très opaque : l'initiative des lois revient à la Commission européenne (dont les membres ne doivent rien aux électeurs puisqu'ils sont « nommés ») et les propositions de cette dernière sont validées par le Conseil des ministres, selon la procédure dite de « codécision ». L'essentiel des négociations se fait en secret, dans les coulisses des conférences ministérielles et les couloirs de la Commission.

Dans ces conditions, seuls ceux qui ont les moyens d'entretenir un personnel spécialisé dans ce travail de négociation parviennent à faire valoir leurs intérêts. Au cours des années 80, de nombreux groupes de pression privés (ou « lobbies ») se sont mis en place pour orienter les décisions des responsables politiques et des hauts fonctionnaires européens. Il s'agit dans certains cas d'organisations syndicales ou d'ONG.

Mais la plupart sont des organisations patronales ou des sociétés privées spécialisées dans le « lobbying », travaillant pour le compte de puissantes multinationales. Environ 200 grandes firmes possèdent à Bruxelles des succursales dédiées à cette activité, et près de 500 lobbies exercent quotidiennement leurs pressions sur les membres de la Commission. Au total, plus de 15 000 professionnels du lobbying sont à l'oeuvre dans les institutions européennes (au Parlement, ils sont en moyenne cinq pour un député !).

Le PIAF vous propose de découvrir dans ses prochains numéros quelques-uns de ces lobbies industriels (ERT, UNICE, TABD, ASD...) qui dictent les politiques européennes à la place des citoyens.

Robert Moisneau

Sur cette question, lire absolument : B. Balanya, A. Doherty, O. Hoedeman, A. Ma'anit, E. Wesselius, *Europe Inc.*, Agone, 2005.

CE MOIS-CI : LE LOBBY DE L'ARMEMENT
(VOIR CI-DESSOUS)

Le lobby militaro-industriel s'installe à Bruxelles

Au nom de la sécurité et du développement économique de l'Europe, Bruxelles relance la course à l'armement et engraisse les fabricants d'armes.

En juillet 2004, les ministres des affaires étrangères de l'UE ont créé l'Agence européenne de Défense (AED), basée à Bruxelles, qui a pour mandat de piloter la politique de défense européenne et de faciliter l'acquisition de nouveaux armements. Un document intitulé « Une Europe sûre dans un monde meilleur » et rédigé en 2002 par le Représentant de l'UE pour la politique étrangère et de

sécurité commune, Javier Solana, en donne la raison d'être : les États membres sont appelés à renforcer leurs capacités militaires pour préparer un « *engagement préventif* » contre des « *menaces lointaines* ». Cette notion d'intervention militaire préventive, qui s'inspire du discours de G. W. Bush, répond à une stratégie qui prétend faire de l'Europe un acteur autonome sur le plan international.

L'ambition de l'Europe de se poser en égal des USA converge avec les intérêts de l'industrie de l'armement qui pratique à Bruxelles un lobbying très intense et travaille en partenariat avec l'AED. Ses représentants ont été consultés pour la rédaction du projet de Constitution européenne rejeté l'an dernier et participent aux groupes de travail bruxellois, comme le Groupe de personnalités dans le champ



de la recherche sécuritaire, créé par la Commission européenne en 2003 pour fixer les priorités et les principes en matière de dépenses militaires. Sur vingt-cinq membres de ce groupe, huit proviennent de l'industrie et quatre seulement sont des parlementaires européens. Il va sans dire qu'aucun représentant de la société civile n'y a été invité. Pour ces sociétés, la distinction entre recherche militaire et civile n'a pas lieu d'être. C'est au nom de l'enjeu « sécuritaire », terme qui recouvre des activités civiles et militaires, qu'elles espèrent faire subventionner intégralement leurs dépenses de recherche par les pouvoirs publics.

Le principal lobby de l'armement, The Aerospace and Defense Industries Association of Europe (ASD), fait campagne pour l'augmentation du budget européen de défense. Créé en 2004, il rassemble plus de 800 sociétés - les plus importantes étant EADS, Thalès

et BAE Systems - et entretient des liens privilégiés avec les Commissaires européens, l'AED et Javier Solana. Dans une lettre publiée le 15 juin 2004 dans deux journaux européens, les PDG des trois plus grands groupes d'armements avaient ainsi demandé une augmentation du budget militaire

européen, « après les événements du 11 septembre et les interventions en Afghanistan et en Irak ».

De fait, le budget de l'AED, qui était en 2005 de 20 millions d'euros, devrait s'élever à au moins 50 millions avant 2010. Un responsable de TNO, institut hollandais de recherche pour la défense, justifie cette évolution par « l'effet extraordinairement stimulant des subventions en matière de défense dans l'économie américaine »...

Oliver Carmine

Cet article reprend un rapport publié en 2005 par le Transnational Institute : « The Emerging EU Military - Industrial Complex : Arms Industry Lobbying in Brussels », publié par Frank Slijper et disponible sur le web à l'adresse suivante : <http://www.tni.org/reports/militarism/eumilitary.pdf>

Royaume-Uni : La vie du rail



Tony blaire la coke

Le taux d'intoxication à la cocaïne au travail a augmenté de 3 000 % en dix ans, selon des statistiques récemment publiées au Royaume-Uni. Aujourd'hui, si l'on cumule héroïne, cannabis, ecstasy et cocaïne, 5 % des salariés britanniques sont contrôlés « positifs » aux tests sur la drogue au travail... cela aide-t-il à produire davantage ou à supporter un travail de plus en plus absurde ? **O.C.**



Présidentielle : et si on parlait de santé ?

Et si on parlait de santé lors de la présidentielle de 2007 ? C'est le souhait des États généraux de la Santé et de l'Assurance maladie (EGSAM), qui ont organisé leur 4^e rencontre nationale à Bobigny (93) les 21 et 22 octobre derniers.

Depuis 2004, les EGSAM rassemblent des acteurs de la santé, de la protection sociale et du mouvement social. Ils ont bâti un programme alternatif pour l'avenir de notre système de santé publique. A l'approche gestionnaire, qui avait prévalu ces dernières années, ils opposent une « démocratie sanitaire », fondée sur le droit universel à la protection de la santé. Les propositions des EGSAM sont présentées dans un manifeste adopté le 22 octobre.

Ce manifeste réaffirme l'objectif d'un système de santé qui « procure la prévention et les soins de qualité pour tous quels que soient les conditions de vie ». **Ce qui implique d'assurer une couverture des besoins de santé à 100 % par la Sécurité sociale.**

La deuxième grande proposition des EGSAM est de **passer d'une simple politique de soins à une politique globale de santé** qui développerait aussi l'éducation à la santé, le dépistage et la réduction des facteurs de risques (environnement et travail). Les EGSAM remettent ainsi en cause le financement à l'acte des hôpitaux et cliniques, car il favorise les cliniques privées spécialisées dans les soins les plus rentables et pénalise les hôpitaux public assurant une prise en charge médico-sociale

globale. A revers de la tendance actuelle, ils préconisent de développer les centres de santé de proximité, plus à même que des gros CHU régionaux d'assurer un suivi des patients. La prévention passe aussi par une médecine du travail indépendante des directions d'entreprises et une médecine scolaire dotée de moyens humains décents.

Enfin, **le manifeste s'oppose à la marchandisation**, favorisée par la politique actuelle, et **appelle à une ré-appropriation publique de la santé** : développer une recherche pharmaceutique publique indépendante de l'industrie ; interdire le financement direct des formations médicales par les laboratoires privés ; intégrer les cliniques dans le service public ; en finir avec les honoraires libres et les dépassements d'honoraires ; supprimer le financement public d'établissements à but lucratif.

Les EGSAM n'oublient pas la question des moyens nécessaires à cette politique de santé. Actuellement, le financement dépend essentiellement des salaires ; or leur part dans la richesse nationale produite a diminué en 20 ans de 10 % face aux profits. Cette réduction explique en partie les difficultés de la Sécu. En pensant la dépense de santé comme un pourcentage de toute la richesse

produite, la hausse des dépenses serait supportable pour la collectivité. Les moyens sont également humains : pour un accès à la protection de la santé égalitaire sur tout le territoire, les EGSAM proposent d'encadrer plus strictement la liberté d'installation des professions de santé.

Finalement, le manifeste introduit une nouveauté dans la gestion du système de santé : à la gestion par le marché et par l'administration actuellement développée, il oppose une gestion transparente par des représentants élus.

Ces propositions seront popularisées sur le terrain par les collectifs locaux des EGSAM, pour faire de la santé un thème majeur du débat politique¹.

Folubert Sansonnet

1 - pour plus d'info, voir www.ufal.org, blogue « santé - protection sociale », notamment le manifeste adopté : www.ufal.org/egsam/EGSAM2006_ManifesteAdopte.pdf



Banlieues : l'État ne donne qu'aux riches !

Le ministre des Transports Dominique Perben a donné le 9 octobre son accord au financement du recouvrement de la RN 13 à Neuilly. Ces travaux, réclamés par l'ancien maire de la ville Nicolas Sarkozy, sont censés « améliorer le cadre de vie des riverains », « réduire les nuisances environnementales du trafic routier entre la Défense et la Porte Maillot », et « assurer une liaison routière efficace entre le pont de Neuilly et le boulevard périphérique de Paris »¹.

Sous tous ses aspects, cette décision est un vrai scandale. D'une part, rien ne prouve que la circulation en sera améliorée. D'autre part, ce projet tend à favoriser le développement des transports individuels au détriment des transports en commun, dont l'Ile-de-France a tant besoin. Le plus grave est le coût estimé de cette opération : entre 800 millions et 1 milliard d'euros (en comparaison, le viaduc de Millau a coûté 450 millions d'euros). Nul ne sait qui, de l'État ou des collec-

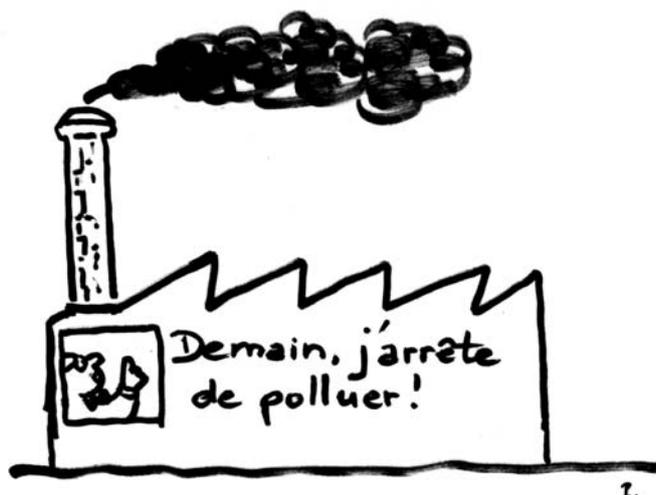
tivités, devra payer. Mais l'essentiel est de satisfaire Sarkozy, président du conseil général des Hauts-de-Seine, qui souhaite lancer une nouvelle opération immobilière sur la Défense (près de 500 000 m² de bureaux). Qui a dit que les banlieues avaient besoin d'argent ?

Robert Moineau

1 - Selon la décision du ministre des Transports publiée au *Journal officiel*, le 9 octobre 2006.

Tout un tabac sur le tabac

Nul ne remettra en question la nocivité du tabac ni les ravages du tabagisme passif. Cependant, le décret sur l'interdiction du tabac dans les lieux publics peut faire lever un sourcil interrogateur.



Veiller à la santé des français par une restriction sur le tabac est légitime, mais cela surprend venant d'un gouvernement qui encourage les OGM et criminalise les faucheurs ; cela étonne dans un pays qui prône le nucléaire et commence à installer, avec la plus parfaite opacité, le nouveau réacteur ITER ; cela fait rire très jaune dans un pays qui a tenté, il y a peu, d'exporter les

déchets toxiques du Clémenceau avant de les rapatrier ; cela agace dans un système qui laisse des entreprises polluantes causer de terribles dommages à la santé de leurs voisins en toute impunité. Ainsi, en septembre 2006, nos députés UMP au Parlement européen ont largement édulcoré la proposition de directive de la Commission européenne sur la qualité de l'air. Celle-ci visait pourtant à réduire la pollution atmosphérique par des normes plus strictes sur les émissions de particules, qui « contribuent à la mort prématurée de 350 000 personnes dans toute l'UE chaque année » selon la Commission.

Il semble incohérent de combattre un fléau sanitaire et d'en encourager bien d'autres en même temps et ainsi de considérer la santé publique comme une politique à géométrie variable.

JMJ avec Folubert Sansonnet



OGM : la stratégie du cheval de Troie

Les OGM sont déjà là, c'est un fait.

Dans l'alimentation : cet été, un riz américain, puis des produits fabriqués en chine à partir de riz (vermicelle, nouilles...), censés ne pas contenir d'OGM, se sont révélés contaminés après tests. Or ces riz sont intégrés à toute une gamme de produits. En octobre, la Direction générale de la concurrence (DGCCRF), de la consommation et de la répression des fraudes a rendu public le bilan annuel de ses contrôles. En 2005, sur 69 échantillons prélevés dans des produits alimentaires, 17 contenaient des traces d'OGM. De plus, les OGM sont massivement utilisés pour l'alimentation animale, sans qu'on obtienne la moindre information sur le produit fini, le morceau de viande que nous mangeons.

Plus grave, dans les semences : en 2005, selon la direction générale de l'alimentation, 24,2 % des lots de graines de maïs d'importation examinés dans les ports français contenaient des traces d'OGM. Ainsi, toutes les denrées ou les cultures qui seront élaborées à partir de ces graines auront la dénomination « produit en France, garanti sans OGM », mais en contiendront pourtant.

On voit venir l'argument imparable : nous sommes bien obligés d'accepter les OGM puisqu'ils sont déjà là, qu'on ne contrôle pas la pollution génétique, et que les tests systématiques sont financièrement impossibles à mettre en œuvre.

BoF.

Ça déboulonne au Trocadéro

Quand les Déboulonneurs agissent, c'est à visage découvert et en public. Le 29 septembre 2006, vers 20h, sept membres de ce collectif ont barbouillé quatre panneaux publicitaires déroulants de l'afficheur Avenir (groupe JC Decaux), sur la place du Trocadéro à Paris. Une cinquantaine de sympathisants, des journalistes, des photographes et une cinquantaine de policiers assistaient au spectacle.

Les militants ont ensuite été conduits au commissariat, sous les applaudissements de la foule et aux accents du *Barbouilleur* (une adaptation du *Déserteur* de Boris Vian). Les sept interpellés ont eu la surprise, au cours de leur interrogatoire, de se voir ordonner un prélèvement d'ADN, dans le cadre du fichage génétique des criminels. Ce que tous les sept ont refusé.

Cette action était la neuvième des Déboulonneurs, qui agissent simultanément dans plusieurs villes de France depuis novembre 2005. Ce collectif se propose de « déboulonner la publicité, c'est-à-dire de la faire tomber de son piédestal, de détruire son prestige », en barbouillant des panneaux publicitaires en public, dans un esprit de désobéissance

civile non-violente. L'objectif est d'imposer une taille maximale réglementaire d'affichage de 50 cm par 70 cm, une contrainte de densité d'affiches et la suppression des panneaux lumineux et animés.

Le collectif, qui a déjà remporté une victoire en justice (Montpellier, juin-juillet 2006), continue ses actions, le quatrième vendredi de chaque mois.

Folubert Sansonnet

Site web : www.deboulonneurs.org





La sociologie « format radio »

Entendu sur France Inter, le samedi 7 octobre 2006.

Dans le cadre d'un questions-réponses de quelques minutes, une journaliste matinale reçoit Louis Chauvel, sociologue professeur à Sciences Po. Thème : l'actuelle paupérisation des classes moyennes.

En bref, non, ça ne s'arrange pas. Exemple choisi par Chauvel : bien des métiers liés aux domaines de la culture, de la communication, etc., tardent à rémunérer décentement leurs jeunes (et moins jeunes) stagiaires. Résultat : beaucoup d'enfants issus des classes moyennes, faute de parents capables de les entretenir jusqu'à un âge avancé, abandonneraient lesdits métiers aux gosses de riches. Ceci dit, on ne parle pas du coût, sans cesse croissant, des études « en général ». On oublie aussi de signaler la hausse exorbitante des loyers, qui ne simplifie pas la vie des étudiants les moins fortunés. On oublie beaucoup d'autres choses. Passons. Il faut aller à l'essentiel. Faire simple. Chauvel a au moins fait passer ça : les « héritiers » sont de retour.

Et c'en est trop, sans doute, pour notre journaliste qui conclut, finaude, en pointant les vrais responsables : les classes moyennes, bien sûr, trop longtemps chouchoutées par les années de croissance, et qui ont ainsi développé des comportements d'« enfants gâtés » ! Rien de moins. Comme si, par leur travail, elles n'avaient pas justement mérité de profiter, un peu, des profits gigantesques qu'elles ont contribué

à créer ! Comme si les 200 000 Français évoqués par Daniel Mermet deux jours plus tôt sur la même antenne, salariés pour la plupart, obligés de vivre en mobil-homes parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, agissaient là en « enfants gâtés » !

Ce n'est pas tout. Louis Chauvel ne cache pas son inquiétude. Selon lui, la désespérance des classes moyennes menacerait, à terme, nos démocraties. Voyez l'Allemagne nazie, la dictature argentine des années soixante-dix... Dans son empressement à aller à l'essentiel, Chauvel omet au passage de parler du rôle de la grande bourgeoisie qui, dans un cas comme dans l'autre, a largement contribué à l'avènement de la dictature. Mais il faut faire simple. Rentabiliser, en quelque sorte, le temps de parole pour s'adapter au format radiophonique. Et tant pis si, au passage, les classes moyennes en ressortent comme un ramassis de sales mômes (« enfants gâtés » !), prompts à casser leur jouet à la première contrariété. C'est la radio de service public et c'est navrant.

Louis Chauvel est un chercheur sérieux, intéressant, plutôt digne d'estime. Prenez le temps, à l'occasion de lire ses bouquins. Il a pris celui de les écrire. Toute la différence est là...

Richard B.

Quand l'AFP fait son travail... sans l'avis de la police

Selon un communiqué du syndicat autonome des journalistes (SAJ-UNSA), « *Raphaëlle Picard, pigiste permanente de l'AFP dans le département des Yvelines, est frappée depuis trois semaines d' " interdiction professionnelle " par la police et la justice du département, après la diffusion de son reportage sur l'opération de police, le 4 octobre, dans le quartier des Musiciens aux Mureaux* ».

Elle décrivait dans cette dépêche « *La colère des " perquisitionnés par erreur " dans une cité des Mureaux* »¹. Le reportage a valu à

l'AFP de très importantes reprises dans la presse écrite et audiovisuelle. Il a jeté « *un éclairage nécessaire sur les coulisses des opérations de police à grand spectacle, mises en scène par le locataire de la place Beauvau, par ailleurs candidat à la présidence de la République* ».

Mais cela n'a plus ni au directeur adjoint de la police départementale, ni au directeur de la sécurité publique, ni au procureur adjoint du parquet de Versailles, ni au directeur de la police judiciaire des Yvelines, qui refusent dorénavant de travailler avec elle, la « coupant ainsi

toutes les sources « officielles et institutionnelles », indispensables pour couvrir de façon rigoureuse, honnête et complète, l'actualité dans ce département ». On l'accuse principalement d'avoir « *produit des faux témoignages qu'elle n'avait pas pris soin de vérifier... auprès de la police* », bien qu'une partie d'entre eux soient filmés.

Pierre Fouilhoux avec BoF.

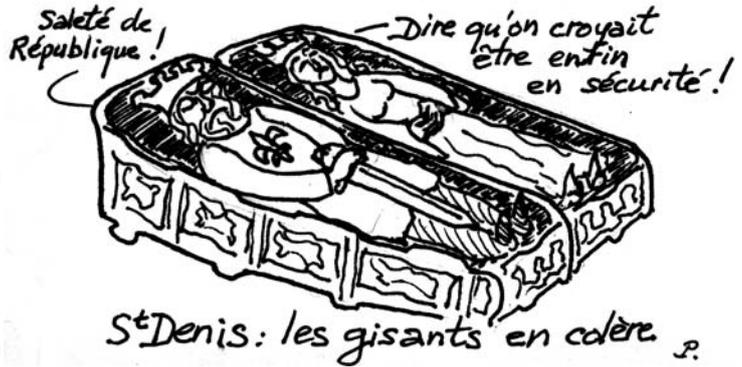
1 - <http://fr.news.yahoo.com/04102006/202/une-operation-de-police-dans-une-cite-des-mureaux-declenche.html>
Source : <http://www.acrimed.org>



Grand chœur malade

La basilique de Saint-Denis, un lieu essentiel de l'histoire de notre pays, mais aussi un édifice-clé de l'architecture gothique, est aujourd'hui gravement en péril (vitreaux démontés en attente de remontage depuis 3 ans, façade sud et rosace menaçant de s'écrouler, portail ouest de style roman en piteux état...).

L'État refuse en effet d'investir l'argent nécessaire à ce sauvetage indispensable. C'est d'autant plus étonnant lorsque l'on constate que ce même État accorde d'importantes subventions pour d'autres lieux beaucoup moins prestigieux dont la rénovation n'est guère urgente. On retiendra, par exem-



ple, la subvention de 50 000 €, accordée au citoyen Giscard (info du *Canard enchaîné* du 13 septembre 2006) pour retaper son château faussement familial.

JMJ

Pour plus d'informations sur la Basilique et/ou pour signer la pétition : www.ville-saint-denis.fr/jsp/site/Portal.jsp



[AGENDA]

3^e JOURNÉE EUROPÉENNE D'ACTION SUR LES MIGRATIONS
Mardi 7 novembre.
<http://pajol.eu.org>

« LES ATTAQUES LIBÉRALES CONTRE LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS EUROPÉENS, QUELLES RÉPONSES SYNDICALES ? » - Conférence-débat avec Nico Hirtt et la commission « International » de SUD Éducation. Jeudi 9 novembre. Salle des Célestines, rue des Célestines, Lille (59).
<http://sudeduc5962.lautre.net>

« ON VOUS FICHE, NE VOUS EN FICHEZ PAS ! » - Colloque/soirée d'information, de réflexion et de convivialité sur le fichage informatique. Samedi 11 novembre. 17h30. Centre des Congrès, Aurillac (15).
<http://horizon.vert.free.fr>

SEMAINE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.

À partir du samedi 11 novembre. CICP (centre international de culture populaire), 21 ter rue Voltaire, Paris 11^e.
www.cicp21ter.org

« NOVEMBRE 2005, UN AN DÉJÀ, UN AN POUR RIEN » - débat. Mardi 14 novembre. 20h30.

« PRISE DE VILLE : LA PLACE DES JEUNES DANS LA NOUVELLE URBANITÉ » - débat. Mercredi 15 novembre. 20h30.
PROJECTION D'« IMAGES DE L'IMMIGRATION » - documentaire de Gilles Dinnematin, suivi d'une rencontre/débat sur « LE RÔLE DES MÉDIAS DANS L'APPREHENSION DE L'IMMIGRATION DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI ». Vendredi 17 novembre. 20h30. 15, rue Chassagnolle, Les Lilas (93).
www.khiasma.net

FESTIVAL DU LIVRE ET DE LA PRESSE D'ÉCOLOGIE. Dimanche 19 novembre. Le Trianon, Paris 18^e.

DEUXIÈME ÉDITION DU FESTIVAL « ÉTATS D'URGENCE » - avec pour thème : « La pauvreté dans l'abondance ». Du 25 novembre au 11 décembre.
www.cridupeuple.com

LA DÉMOCRATIE ÉLECTRONIQUE - Journée d'étude organisée par le CREIS. Vendredi 1er décembre. 9h30. Jussieu, salle 203, bâtiment 41, Paris 5^e.
www.creis.sgdg.org

4^e MANIFESTATION CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ. Samedi 2 décembre. 14h. Place de la République, Paris 10^e.
www.liberationafrique.org

POUR LES PARISIENS, L'AGENDA MENSUEL DES RÉSISTANCES ET DES ALTERNATIVES EST SUR <http://letohubohu.free.fr/>

LES PIASF - N°9 - NOVEMBRE 2006

--- Diffusez ! ---

LE PIASF

Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puisse y avoir accès, le lire et le partager. Vous pouvez l'imprimer, nous nous proposons aussi de vous en envoyer en grand nombre si vous voulez devenir « Piafeur » (diffuseur). Mais cela nécessite de connaître à l'avance vos besoins et votre implication.

Si vous désirez commander des exemplaires à prix coûtant : NOM.....

PRÉNOM.....

ADRESSE.....

EMAIL.....

30 ex = 4,60 €

100 ex = 9 €

Abonnement annuel individuel = 12 €

Les chèques sont à adresser à l'ordre de : **Le Piaf**

LES DONS DE SOUTIEN SONT LES BIENVENUS !

Le Piaf - 3 rue d'Orchamp - 75018 Paris - France

